TRIBUNE D'UNE CENTAINE D'ÉLUS SUR LE JOURNAL LE MONDE DE CE 23 OCTOBRE ‼

"Nous, élu.es du plateau de Millevaches, refusons les amalgames et les caricatures qu'on fait de notre territoire
L'incendie de la mairie de Limoges le 17 octobre dernier nous a tous, en tant qu'élu.es du plateau de Millevaches, consternés et affectés. Une mairie est un bâtiment public, une maison commune, un lieu où les habitants et habitantes peuvent trouver une aide, une écoute, un service public, parfois le seul restant dans nos petites communes rurales.
Aussi, comme beaucoup d'autres élu.es en France, nous avons exprimé sans ambiguïté notre solidarité vis-à-vis des élus et agents de Limoges en nous joignant aux divers rassemblements appelés par les associations de maires.
Or le 18 octobre, le maire de Limoges, M. Guillaume Guérin, au côté de M. David Lisnard maire de Cannes et président de l'Association des maires de France, a accusé « l'ultragauche française, celle qui vit toute l'année pour partie repliée dans les localités du plateau de Millevaches » d'avoir incendié la mairie. Ces accusations ont ensuite été largement reprises par un certain nombre de médias, M. David Lisnard allant jusqu'à parler de « l'existence de camps d'entraînement terroristes sur le Plateau » et le député creusois M. Bartolomé Lenoir surenchérissant sur « la complicité de certains élus » locaux.
Nous, élu.es de ce territoire, sommes choqués par ces propos accusatoires qui sont tenus alors que l'enquête sur l'incendie de la mairie de Limoges vient à peine de commencer et qu'aucune preuve ne vient les étayer.
Nous contestons fermement des accusations infondées à

l’égard de nous-mêmes et des habitants qui y vivent, y travaillent et s’efforcent tous les jours de concrétiser le vivre ensemble et d’en porter les dynamiques, dans des conditions parfois difficiles liées à notre ruralité montagnarde et à un contexte de désengagement de l’État.
Comme partout, nous avons sur nos communes des personnes de sensibilités politiques diverses et, bien sûr, des personnes que l’on peut qualifier d'extrême-gauche (et d'autres d'extrême-droite, du reste). Cela ne fait pas automatiquement d’elles les incendiaires de la mairie de Limoges. La pluralité des opinions politiques, même extrêmes, fait encore partie du fonctionnement démocratique.
Nous rappelons à MM. Guérin, Lisnard et Lenoir, ainsi qu’aux personnes qui reprennent leurs accusations, que, dans ces circonstances dramatiques, des élus responsables doivent se montrer dignes d’un fonctionnement républicain et non partisan, ne pas instrumentaliser des évènements au bénéfice de leurs stratégies électorales et politiciennes, et respecter des élu.es issus d’élections démocratiques ainsi que les habitants de notre territoire.
Nous refuserons toujours la stigmatisation, qui plus est quand les propos relèvent de l'affabulation, de la paranoïa ou du délire. Non il n'y a pas de « camps d'entraînement » sur le plateau de Millevaches. Non, nous, élu.es, ne sommes pas « complices » d'improbables bases arrières terroristes. Non, les participants à ce mouvement social ne peuvent être caricaturés de manière méprisante comme « de jeunes écervelés » ou des « bourgeois croyant faire la révolution ». Ces clichés oblitèrent ce qui demeure le plus important : ce qui s'est déroulé le 17 octobre l'a été dans le cadre d'un mouvement social de très grande ampleur qui porte des

revendications légitimes d'une très grande partie de la population.
Comme partout ailleurs en France, le plateau de Millevaches connaît des difficultés liées au manque d'emploi ou au manque de logement, à l'éloignement des services publics, aux coûts de la mobilité et du chauffage, aux dégradations des conditions de vie. Ce sont autant de sujets qu'aucune polémique politicienne ne devrait éclipser. Cela concerne chacune de nos collectivités où les habitants et habitantes souhaitent simplement vivre dignement."

